

Contre Attaque Fascisation toujours plus de L'Etat ...

ISLAMOPHOBIE D'ÉTAT : LE GOUVERNEMENT FAIT ANNULER LA RENCONTRE ANNUELLE DES MUSULMANS DE L'OUEST

– Toujours plus haut, toujours plus loin dans la fascisation : un événement interdit parce que des propos portant atteinte à la République seraient «susceptibles d'y être tenus» –

Nous vivons dans une dystopie. Dans le film *Minority Report*, sorti en 2002, des agents punissent «préventivement» les responsables de crimes avant qu'ils ne soient commis. En 2026, en France, l'État fait interdire un événement public sur la base de propos qui risqueraient d'être prononcés, mais ne l'ont pas encore été. C'est un raisonnement totalitaire.

Ce week-end du 23 et 24 mai, à Nantes, devait se tenir la rencontre annuelle des musulmans de l'ouest. Cet événement rassemble chaque année depuis 15 ans des milliers de fidèles, mobilisant une force associative et humaine. Cette année, la rencontre devait se dérouler à la mosquée Assalam, située à l'est de Nantes. Cinq jours avant, le 19 mai, une réunion s'était tenue à la préfecture afin de fixer les derniers détails de l'organisation. Jusqu'ici, rien de particulièrement nouveau. Mais le 22 mai, au dernier moment et à la demande du ministre de l'intérieur, le préfet de Nantes Fabrice Rigoulet-Roze décidait brutalement d'interdire la rencontre. Coup de tonnerre. Saisi en urgence, le tribunal administratif a validé cette censure ce samedi. Les magistrats ne se sont pas vraiment prononcés sur le fond, mais ont donc permis l'interdiction d'un grand événement. Le tribunal a tout de même évoqué «la présence d'intervenants, (...), susceptibles de tenir des propos constitutifs d'infractions pénales». C'est l'hôpital qui se fout de la charité. Qui porte atteinte aux droits de rassemblements, d'expression et de sociabilité ? Le pouvoir en place. En attendant, cela crée un précédent gravissime, qui risque de servir à interdire

d'autres événements musulmans. Et après, à qui le tour ? Derrière cette opération scandaleuse, le Ministre de l'Intérieur Laurent Nunez, qui applique décidément le programme du RN. Il passe son temps à écraser les manifestations de gauche, les Free Party et les associations musulmanes tout en protégeant les fascistes. **Ce 23 mai, il triomphait, et écrivait à propos de l'évènement interdit : «Les propos susceptibles d'y être tenus sont de nature à porter atteinte aux principes et aux valeurs de la République ainsi qu'à la cohésion nationale et à la dignité humaine. Le rassemblement ne peut donc pas se tenir».**

RELISEZ ATTENTIVEMENT. ON NE SAIT MÊME PAS DE QUELS PROPOS PARLE LAURENT NUNEZ. Et encore moins en quoi ils porteraient atteinte à «la République». Ni même de ce qu'un individu comme Laurent Nunez considère comme étant républicain. **En France, la République laïque est sensée garantir la liberté d'expression et de foi, sans restriction ni discrimination, pour toutes et tous. La pseudo-République du régime actuel en est donc très éloignée.**

Mais ce n'est pas le plus grave : le premier flic de France parle de propos «susceptibles d'y être tenus». **IL FAUT SE RENDRE COMPTE DU PALIER QUI EST FRANCHI : CELA VEUT DIRE QU'ON PEUT INTERDIRE À PEU PRÈS TOUS LES ÉVÉNEMENTS DU MONDE EN ESTIMANT QUE DES PROPOS «DANGEREUX» OU «ILLÉGAUX» SERAIENT «SUSCEPTIBLES» D'ÊTRE PRONONCÉS. C'EST UNE LOGIQUE TOTALITAIRE, AU SENS LITTÉRAL ET HISTORIQUE DU TERME.**

Cette interdiction fait écho à la tentative récente de censurer la rencontre annuelle des musulmans de France (RAMF). Mais l'opération avait échoué, car elle avait été retoquée par la justice en avril dernier. Après cet échec à Paris, le gouvernement remporte donc une victoire légale à Nantes, et demain, il faut craindre que d'autres événements soient interdits sur cette base.

L'association organisatrice a publié un communiqué «prenant acte de cette décision dans le respect des institutions et de l'état de droit» tout en précisant «que cette rencontre avait pour vocation de promouvoir le

dialogue, la transmission du savoir, de la spiritualité et le vivre-ensemble dans le strict respect des valeurs républicaines». ELLE ANNONCE «QU'UNE REQUÊTE DE FOND SERA ENGAGÉE». NANTES SERT, UNE FOIS DE PLUS, DE LABORATOIRE AUX INNOVATIONS RÉPRESSIVES ET LIBERTICIDES.

Le Premier Ministre Sébastien Lecornu enfonce le clou, en publiant un tweet digne d'Eric Zemmour : «Face à l'islamisme politique, la République doit être ferme, précise et juridiquement irréprochable. Merci au Ministère de l'Intérieur». Bizarrement, Sébastien Lecornu n'est absolument pas choqué par l'entrisme néo-nazi dans la police et l'armée, ni par l'explosion des violences racistes, ni par les banquets nationalistes organisés par l'extrême droite, qui dégénèrent en agressions de rue... Il préfère frapper sur les musulmans au nom de «la République».

CETTE MÊME RÉPUBLIQUE POINTÉE PAR L'ONU, QUI A PUBLIÉ PLUSIEURS RAPPORTS SUR LES DISCRIMINATIONS STRUCTURELLES QUI CIBLENT LES CITOYEN·NES MUSULMAN·NES EN FRANCE, SUR FOND DE DISCOURS MÉDIATICO-POLITIQUES RACISTES.